

**Alfred ALMONT**

*Martinique (2<sup>ème</sup> circonscription)  
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 26 septembre 2008]

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1<sup>er</sup> octobre 2008]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés de France Télévisions, Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France et le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [J.O. du 29 octobre 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (n° 1518) [4 avril 2009]

Membre de la mission d'information commune sur les prix des carburants dans les départements d'outre-mer (désigné par la commission des affaires économiques) [J.O. du 28 février 2009]

Vice-président de la mission d'information commune sur les prix des carburants dans les départements d'outre-mer [J.O. du 28 février 2009]

Membre titulaire de la de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer [J.O. du 30 avril 2009]

Membre de la commission des affaires économiques [J.O. du 1<sup>er</sup> juillet 2009]

Membre de la commission des affaires européennes [J.O. du 1<sup>er</sup> juillet 2009]

### INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

#### *DÉBATS*

**Projet de loi n° 955 de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 octobre 2008] (p. 5445, 5469) ; [9 octobre 2008] (p. 5503)**

Son intervention (p. 5492)

**Projet de loi de finances n° 1127 pour 2009**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

**Examen du fascicule [7 novembre 2008] (p. 7163)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 7165)